



#249 Bulletin du 13 juin 2019

cget

► Le 17 juin : le SIG Ville fait peau neuve !

Le SIG Ville, système d'information géographique de la politique de la ville, fait peau neuve : une nouvelle charte graphique, une navigation simplifiée, de nouvelles fonctionnalités cartographiques et un site qui sera désormais accessible sur smartphones et tablettes.

- Pour y accéder, l'adresse restera inchangée : <https://sig.ville.gouv.fr>
- Pour une présentation détaillée, inscrivez-vous dès à présent et gratuitement au webinaire organisé par le CGET et le CNFPT, le 17 juin à 13h30 : <https://webikeo.fr/webinar/presentation-sig-ville/live>

Attractivité

► Baromètre de l'attractivité en France 2019. La France résiste aux chocs.

EY. Juin 2019. 40 p.

Quels sont les moteurs de l'attractivité de la France en 2019 ? Comment maintenir le cap de l'attractivité et répondre aux enjeux de demain ? Malgré un contexte économique et géopolitique tendu, la France a bénéficié au cours de l'année écoulée d'une progression des projets

d'investissements étrangers. En 2018, l'Hexagone a accueilli ainsi 1027 projets contre 1019 en 2017. Conjuguée aux difficultés de ses voisins, cette résilience permet à la France de se hisser, pour la première fois dans l'histoire de ce baromètre, à la seconde place du palmarès des pays européens les plus attractifs et de talonner le Royaume-Uni. A titre d'exemple, on enregistre une augmentation historique de 85 % des projets dans les activités de recherche et de développement (R&D), portant à 144 le nombre de créations ou extensions dans ce domaine. Si l'Île-de-France, forte de ses 274 projets, reste la région prioritairement ciblée par les investisseurs étrangers, les autres régions et métropoles françaises tirent également leur épingle du jeu.

Education

► Écoles primaires : mieux adapter les moyens aux territoires.

France Stratégie, Clément Dherbécourt, avec la collaboration de Daniel Agacinski.

Note d'analyse, n° 76, avril 2019. 12 p.

Depuis 2013, l'enseignement primaire public a fait l'objet de nombreuses réformes visant à renforcer les moyens accordés au primaire et à réduire le poids des déterminismes sociaux sur les résultats scolaires. Comment ces réformes, notamment celles de l'éducation prioritaire, se sont-elles traduites concrètement pour les territoires défavorisés ? La première partie de la note analyse l'effet de la réforme de 2015 en termes de ciblage des quartiers défavorisés. La seconde partie mesure le degré de différenciation des moyens entre écoles et analyse ses déterminants : les labels REP et REP+, l'environnement urbain ou rural et le caractère plus ou moins défavorisé des quartiers. La note propose enfin plusieurs pistes de réformes pour la rentrée 2020.

► Les fractures scolaires en France.

Patrice Caro ; Rémi Rouault.

Fracturescolaires.fr, 2019. En ligne

Les auteurs de L'Atlas des Fractures scolaires publié en 2010 aux éditions Autrement proposent aujourd'hui un site internet personnel pour prolonger leurs travaux. Ce site propose une analyse géographique des inégalités qui traversent dans la durée le système éducatif français, de la maternelle aux universités et grandes écoles. Les inégalités constatées s'exercent à toutes les échelles, de l'infra-communal à l'intercontinental. Les écarts des offres de formation, de moyens attribués, de réussite aux examens ou aux évaluations selon le lieu de scolarisation ou de résidence et les origines sociales sont tels qu'ils constituent de véritables fractures spatiales, sociales, financières. Répartition des établissements et des dispositifs, inégalités de genre, moyens humains et financiers, stratégies de parents, apprentissage, enseignement privé sont passés au crible à partir des données publiques consultables en libre accès mais aussi d'enquêtes et d'observations réalisées par les auteurs.

► L'éducation populaire, une exigence du 21ème siècle.

Christian Chevalier, Jean-Karl Deschamps.

Cese, mai 2019. 164 p.

L'actualité de ces six derniers mois démontre l'urgence d'ouvrir des espaces permettant aux citoyens et aux citoyennes de s'exprimer, d'échanger, de participer aux débats qui alimentent notre société et surtout d'être entendus et ainsi de contribuer réellement aux décisions locales comme nationales. Parce qu'elle irrigue la société, qu'elle facilite la citoyenneté et l'engagement dans la cité, l'éducation populaire est un réel atout pour mieux « faire société ». L'enjeu de cet avis est de mettre en lumière la modernité de l'éducation populaire. Il propose vingt préconisations concrètes pour contribuer à restaurer et valoriser ses démarches, permettre aux multiples actrices et acteurs de sortir de l'invisibilité et les accompagner dans la nécessaire réforme de leur fonctionnement pour leur permettre de s'inscrire dans une dynamique de renouveau. Elles s'articulent autour de cinq grands axes : investir dans les politiques publiques d'éducation populaire pour contribuer à réconcilier la société ; développer

le lien social pour conforter la citoyenneté ; sécuriser le modèle économique ; former les différents acteurs et reconnaître leurs compétences ; favoriser l'engagement et renouveler la gouvernance.

Egalité - Inégalité

► **Rapport sur les inégalités en France. Edition 2019.**

Anne Brunner ; Louis Maurin (sous la dir.)

Observatoire des inégalités, juin 2019. 176 p.

L'Observatoire des inégalités publie son troisième *"Rapport sur les inégalités en France"*. Ce rapport dresse un panorama complet de la situation des inégalités dans notre pays, des revenus à l'éducation en passant par le logement, l'emploi, les modes de vie, etc. Il analyse les écarts entre milieux sociaux, selon le genre, l'origine ou l'âge notamment. Plus de 200 tableaux, graphiques et infographies sont décryptés et accompagnés de définitions et d'explications accessibles au plus grand nombre.

► [La synthèse](#) ► [L'essentiel sur les inégalités de revenus](#) ► [L'essentiel sur les inégalités d'éducation](#)
 ► [L'essentiel sur les inégalités en matière d'emploi](#) ► [L'essentiel sur les inégalités de modes de vie](#)

Emploi

► **Le commerce est-il encore créateur d'emplois ?**

Fédération nationale des agences d'urbanisme (FNAU).

Les dossiers FNAU, n° 45, mai 2019. 24 p.

Cette publication est la première d'un tryptique sur l'emploi commercial. Le commerce est-il créateur d'emploi, quelles sont les disparités territoriales dans les dynamiques de création, de mutation ou de disparition d'emplois ? Quelles sont les spécificités de ces emplois suivant le type d'activité ? La démarche proposée dans le cadre de ce dossier vise à faire le lien entre des tendances macro à échelle nationale et des dynamiques étudiées de manière fine par les agences dans les territoires afin d'offrir des outils de compréhension à l'ensemble des acteurs pour construire les stratégies locales.

Evaluation

► **Baromètre 2018 de l'évaluation des politiques publiques en France.**

Société française de l'évaluation (SFE), avec le soutien du CGET. Juin 2019. 41 p.

Ce 3e baromètre annuel se donne pour objectif premier de promouvoir l'évaluation en partageant largement la connaissance de son évolution en France, d'une part et, par effet miroir, en questionnant les pouvoirs publics sur leurs pratiques d'évaluation, d'autre part. Principale tendance de fond : si l'Etat reste le principal commanditaire d'évaluations, on constate cependant une forte croissance de l'activité évaluative des départements et des communes. Ainsi, parmi les chiffres-clés, on peut noter que sur plus de 2 600 évaluations recensées sur la période 2007-2017, 45 % ont été commanditées par l'Etat (central, déconcentré et agences) et 41 % par les collectivités territoriales. En fin de publication, un focus "Santé" est proposé avec une analyse de la répartition des évaluations selon l'échelle territoriale mais aussi selon les objets observés (dispositifs, programmes, actions et campagnes, ...). Il apparaît à ce propos que les évaluations produites sont majoritairement multi thématiques, dénotant ainsi la transversalité inhérente à ce domaine.

Fracture numérique

► **Dans les quartiers populaires, les services publics à la merci de la fracture numérique.**

Rémi Simonet, Bondy Blog pour Mediapart, 1er juin 2019. 5 p.

Ces dernières années, de nombreux habitants de Seine-Saint-Denis se heurtent à une

dématérialisation massive des services publics. Dans le département le plus pauvre de France, les travailleurs sociaux s'alarment d'une fracture numérique qui risque de creuser davantage les inégalités sociales.

► **Dématérialisation des services publics : une obligation de connectivité qui pèse sur les publics les plus fragiles.**

Laboratoire Société Numérique, 6 juin 2019. En ligne

Dans un article publié dans la Vie des Idées, le sociologue Pierre Mazet dresse un constat stimulant, sévère et argumenté des effets d'exclusion que produit la dématérialisation de la relation administrative. L'apport de cet article ne réside pas dans le recueil de faits ou d'observations (il s'appuie d'ailleurs largement sur les travaux la mission société numérique, le Baromètre Numérique, le rapport Capacity ou les rapports du défenseur des droits) mais dans d'analyse qu'il propose d'une exigence de connectivité qui pèse, en premier lieu, sur les publics les plus fragiles : il avance, notamment, une distinction entre exclusion numérique et exclusion par le numérique (comme résultante de normes implicites de la dématérialisation qui empêchent les individus d'exercer leurs droits). Et formule aussi, en conclusion, une inquiétude face à des démarches d'inclusion numérique qui ne s'attaqueraient « aux inégalités sociales structurant les inégalités numériques ».

Géographie sociale

► **Gentrification et paupérisation au coeur de l'Île-de-France. Évolutions 2001-2015.**

Mariette Sagot.

IAU-IDF. Juin 2019. 82 p.

Cette étude sur la géographie sociale en Île-de-France et son évolution depuis le début des années 2000 contribue à sortir de ces oppositions frontales et globalisantes « métropole » versus « espace périphérique ou rural ». Elle donne à voir la structuration sociale du territoire francilien en partant de l'échelle communale, voire du quartier (iris) et souligne la lente évolution de ce paysage social. La région est un espace systémique où le devenir de chaque territoire est en prise à un jeu de forces qui tend à une polarisation des espaces les plus aisés et les plus pauvres.

► **Les inégalités sociales se sont aggravées et racialisées.**

Interview de Marie-Hélène Bacqué par Simon Blin.

Libération, 30 mai 2019. En ligne

La sociologue Marie-Hélène Bacqué publie "*Retour à Roissy. Un voyage sur le RER B*". Elle raconte l'étalement urbain le long du RER B, où la ségrégation sociospatiale a explosé. Les habitants redoutent que le Grand Paris express ne se fasse sans eux.

► **La résorption des inégalités, un enjeu métropolitain ?**

Clément Lescloupé.

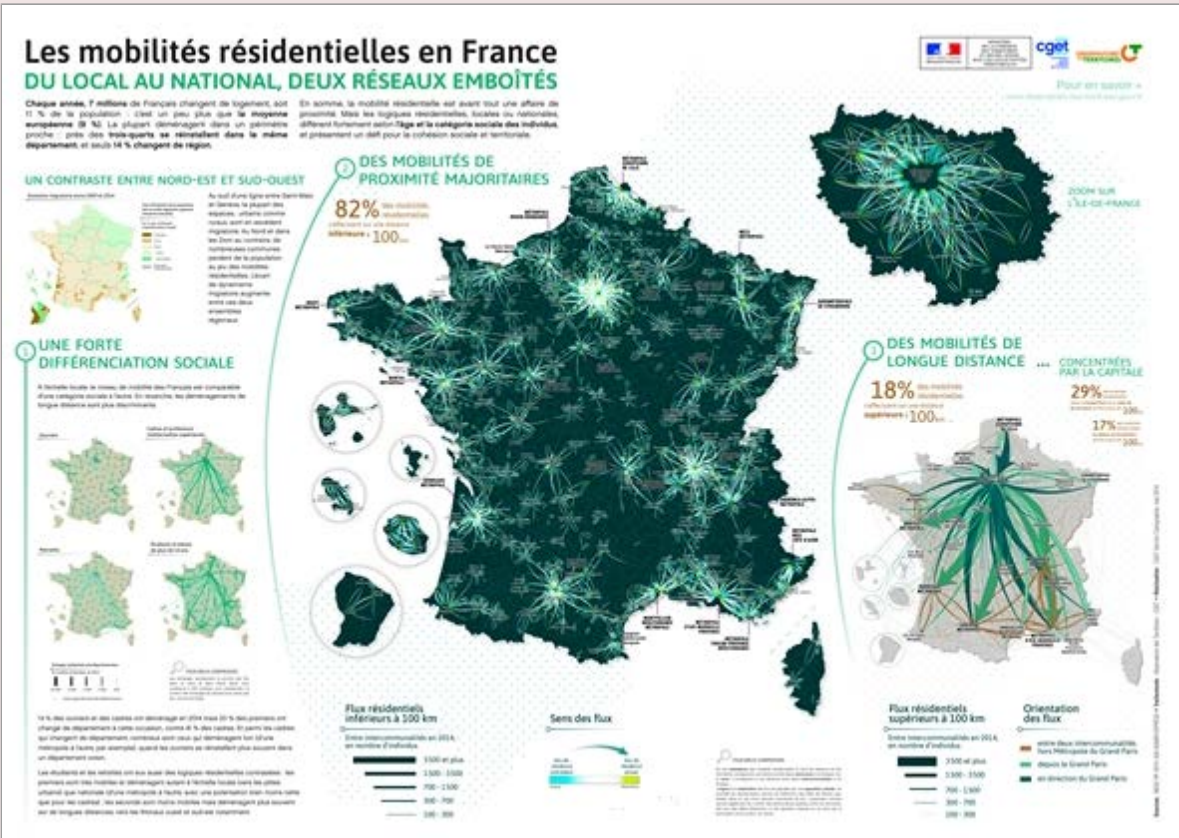
Vacarme, 2019/2, n° 87, p. 61-65.

La métropole du Grand Paris peut-elle contribuer à réduire les inégalités sociales entre les différents territoires qui la composent ? Si la question se pose, c'est que la lutte contre les apartheid urbains a servi d'argument pour légitimer la mise en place de cette réforme territoriale qui modifie de façon conséquente la structure politico-administrative du territoire francilien. L'auteur fait le point sur ce qu'il en est réellement, plus de trois ans après sa création et à la veille des élections municipales de 2020.

Mobilité

Une carte, un focus

► Découvrez les mobilités résidentielles... en poster !



Chaque année, 7 millions de Français changent de logement, soit 11 % de la population : c'est un peu plus que la moyenne européenne (9 %). La plupart déménage dans un périmètre proche : près des trois-quarts se réinstallent dans le même département, et seuls 14 % changent de région. En somme, la mobilité résidentielle est avant tout une affaire de proximité. Mais les logiques résidentielles, locales ou nationales, diffèrent fortement selon l'âge et la catégorie sociale des individus, et présentent un défi pour la cohésion sociale et territoriale.

► Le poster est accessible sur la [cartothèque CGET](#) et le [site de l'Observatoire des territoires](#). Version imprimée (format A2) sur demande auprès de observatoire@cget.gouv.fr !

Outre mer

► **Dynamiques et évolution du littoral - Mayotte.**

Cerema. Juin 2019. 179 p.

La collection « *Dynamiques et évolution du littoral* » rassemble et synthétise les connaissances disponibles afin de faire ressortir, à partir de leur examen, les points essentiels explicatifs de l'évolution du littoral français. Ce fascicule traite quant à lui spécifiquement de l'archipel de Mayotte. Le littoral mahorais connaît actuellement des pressions anthropiques nombreuses et variées du fait de l'activité touristique, de l'augmentation démographique et de la transformation des modes de vie entraînant la requalification sociale et fonctionnelle des zones côtières. En raison de sa position géographique, Mayotte est également exposée aux événements météo-marins extrêmes, qui peuvent provoquer des dégâts sociaux-économiques et environnementaux et altérer durablement la vie dans l'archipel.

Planification

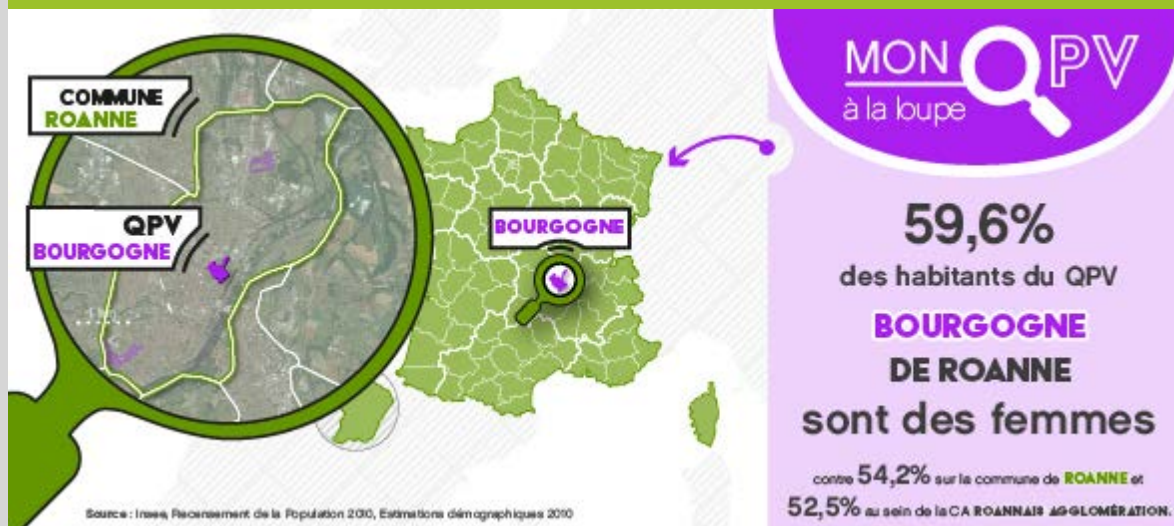
► **La planification redessine son architecture. Dossier.**

Béatrice Girard ; William Allaire ; Bertrand Verfaillie.

Traits urbains, n° 209, mai 2019. pp.18 à 31

Plutôt mille-feuille ou plutôt poupées russes ? La planification à la française est à la croisée des chemins. Son parcours atteint le point où il lui faut choisir la meilleure direction pour répondre à l'un des plus importants défis de son histoire. Rarement les échelons territoriaux auront été autant bousculés de façon simultanée dans l'exercice de production de leur document d'urbanisme. A peine installé dans le paysage, les plans locaux d'urbanisme doivent s'adapter aux contours élargi de leurs intercommunalités entrées en fusion, tandis que les nouvelles régions formées en 2016 sont sommées de boucler en 3 ans un exercice inédit pour elles : la rédaction d'un document prescriptif, les Srdaddet (schémas régionaux d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires). Entre ce marteau et cette enclume, les SCOTs (schémas de cohérence territoriale) doivent ainsi trouver leur place sans se faire "compresser".

Politique de la ville



► Gilets jaunes : regards de jeunes de banlieue.

Ahmed ; Baptiste ; Hachimia ; Jeremy ; Karima ; Lisa-Marie ; Louiza ; Thibaut.

Métropolitiques. Mai 2019. En ligne

« Gilets jaunes » et jeunes de banlieue ont-ils une vision commune des inégalités et des discriminations qui divisent les sociétés contemporaines ? Une table ronde organisée dans le cadre d'une recherche sur la participation dans les quartiers populaires éclaire le regard ambivalent que certains jeunes de ces territoires portent sur ce mouvement social.

► Ils disent adieu à la mythique cité Gagarine.

Podcast « Code Source ». Le Parisien, juin 2019. 17 mn

La cité Gagarine a longtemps fait la fierté d'Ivry-sur-Seine. Bâtie pour loger les ouvriers, elle est, dans les années 60, un petit havre de paix avant de subir dans les années 80 une emprise partielle par l'économie informelle. A la veille de sa destruction, les anciens habitants oscillent entre nostalgie et soulagement. Reportage.

► Pour une approche contextualisée de la rénovation urbaine.

Aurélien Delpirou ; Gwenaëlle d'Aboville.

Métropolitiques. Juin 2019. En ligne

Dans quelle mesure la rénovation urbaine exerce-t-elle un impact sur les vies des habitants des quartiers qu'elle cible ? En s'appuyant sur des propos recueillis dans le cadre de réunions de concertation et de diagnostics territoriaux, une urbaniste et un enseignant-chercheur proposent un éclairage complémentaire aux recherches universitaires en cours.

► La gestion urbaine et sociale de proximité (GUSP) : un enjeu renouvelé pour les

quartiers de la politique de la ville. Synthèse du séminaire interrégional des actrices et acteurs de la GUSP à Angers (19 et 20 avril 2018) et Tours (7 juin 2018).

Centre de ressources RésOvilles & Villes au carré. Juin 2019. 16 p.

En proposant aux acteurs de la GUSP en poste dans les EPCI ou collectivités, chez les bailleurs sociaux et au sein des services de l'Etat de partager leur expertise à l'échelle de trois régions : Bretagne, Pays-de-la-Loire et Centre-Val de Loire, RésOvilles et Villes au Carré reprenaient le fil d'une collaboration déjà fructueuse. En témoigne notamment, le site ressources réalisé en commun pour les acteurs de la GUSP, actualisé et complété à l'occasion de ce premier séminaire interrégional. Pour les acteurs engagés dans les territoires, ce croisement des expériences et des points de vue est une source supplémentaire de questionnements et d'enrichissement de leurs pratiques. Concrètement une première session d'une journée et demi a été organisée à Angers les 19 et 20 avril, avec l'appui de Frédéric Tréca, consultant. La seconde session s'est déroulée à Tours, le 7 juin, animée pour Villes au Carré par Cécile Dublanche et pour RésOvilles par Émilie Sarrazin. Au total 35 professionnels se sont rencontrés dans le cadre de cette démarche de qualification entre acteurs. Les échanges ont été nourris à partir de l'analyse des contextes, des partis-pris, des pratiques territoriales, de la connaissance et l'analyse des cadres (procédures, organisations, compétences). Soutenus par les regards « tiers » des experts et centres de ressources, ils ont permis une prise de recul, la mise en débat et la confrontation des points de vue, l'apport d'éléments de méthode ou de cadrage plus théoriques.

Temps et territoire

► Prendre en compte le temps dans les mobilités.

Tempo Territorial, mai 2019. 40 p.

La mobilité ne se résume plus à une question d'offre de transport, elle doit prendre en compte les usages et les pratiques des usagers, et notamment leur rapport au temps : temps d'accès, temps de transport, temps de vie... Ce changement de paradigme, prôné par les politiques temporelles, propose de répondre à cette complexité par des actions sur les comportements et les services et non sur l'offre infrastructurelle : management et services de mobilités, étalement de la demande... Ces actions reposent sur l'analyse des pratiques, la concertation, l'expérimentation.

Ce guide met l'accent sur quelques axes majeurs mettant en évidence une dimension temporelle de la mobilité et des bonnes pratiques à découvrir :

- comprendre les rythmes de vie des habitants et des territoires et leur impact sur la demande en mobilité : les sources de données à utiliser, les évolutions des rythmes de déplacements quotidiens...
- adapter l'offre aux nouvelles attentes sociétales et agir sur les temps sociaux pour lisser les pics en heures de pointe : adaptation de l'offre aux besoins, agir sur les horaires pour modifier la demande de déplacements, la question du télétravail, et du décalage des horaires pour réduire

Territoires transfrontaliers

► Forte croissance du nombre de travailleurs frontaliers vers la Suisse et le Luxembourg.

Elena Mironova et Sophie Villaume (direction régionale Insee Grand Est)

Insee Première, n° 1755, juin 2019. 4 p.

En 2015, plus de 360 000 habitants des zones frontalières françaises travaillent dans un pays limitrophe, à proximité de la frontière. Entre 2010 et 2015, dans les territoires frontaliers de l'Hexagone, l'emploi évolue de façon globalement plus favorable à l'étranger qu'en France, sauf en Espagne et en Italie. Le dynamisme économique des pays voisins tels que le Luxembourg, la Suisse et Monaco, ainsi que les salaires offerts, incitent les actifs résidant en France près des frontières à

aller y travailler. Dans ces pays, la part de frontaliers venant de France dans l'emploi est élevée à proximité des frontières (28 % dans le canton de Genève par exemple). Malgré une croissance de l'emploi en Allemagne et en Belgique, les flux de travailleurs frontaliers vers ces pays, davantage tournés vers les secteurs industriels, sont moins nombreux. Ils diminuent vers l'outre-Rhin. Certaines zones frontalières françaises attirent des résidents, grâce au possible travail frontalier. Mais elles bénéficient rarement de retombées positives sur l'emploi, hormis celles situées autour du lac Léman.

Autre zoom régional :

De plus en plus d'habitants des Alpes-Maritimes travaillent à Monaco.

Insee - Pascale Rouaud ; Philippe Winnicki.

Insee Analyses Paca, n° 71, 29 mai 2019. 4 p.

► **Les ambiguïtés de l'Eurométropole Lille-Kortrijk-Tournai, à travers ses représentations régionales.**

Bénédicte Grosjean.

Belgeo, 2 | 2019, mars 2019. En ligne

Premier territoire transfrontalier à adopter le nouveau statut de GECT (Groupement Européen de Coopération Territoriale, 2008), l'Eurométropole Lille-Kortrijk-Tournai est très structurée institutionnellement mais peine encore à se (re)présenter en tant qu'entité lisible par ses habitants, intelligible par les acteurs et visible de l'extérieur. Le présent article fait partie d'un travail en cours, qui envisage la construction territoriale par le prisme de ses représentations spatiales, admettant que celles-ci nous informent sur la manière dont il est pensé, porté, utilisé. La notion de région, et ses multiples acceptions, est ici un outil pour entrer dans le vaste corpus de ces représentations et l'organiser, en suivant trois hypothèses : l'Eurométropole comme région transfrontalière, comme métropole tri-régionale ou inter-région métropolitaine. Plusieurs ambiguïtés dans la définition de ce territoire émergent ainsi ; elles suggèrent que « l'inter-territorialité » est maintenant le principal défi à représenter.

Urbain

► **Les villes françaises : des dynamiques à l'américaine ?**

François Cusin.

Population & Avenir, n° 743, mai-juin 2019. pp. 4 à 7.

Comment évoluent les villes françaises ? Faut-il penser que leurs dynamiques s'inscrivent dans des trajectoires urbaines constatées aux États-Unis, donc qu'elles connaissent une « américanisation » ou au contraire qu'elles conservent des caractéristiques générales propres ? L'auteur propose dans un premier temps de définir les particularités communes des villes d'outre atlantique avant de les confronter à la situation des villes françaises, en termes d'étalement urbain, d'autonomie politique locale, de ségrégation spatiale ou encore de déclin des centres.

► **Big city growth stalls further, as the suburbs make a comeback.**

William H. Frey.

The Brookings Institution, blog The Avenue, 24 mai 2019. En ligne

À l'approche de la fin des années 2010, les plus grandes villes des États-Unis connaissent une croissance plus lente voire des pertes de population, selon de nouvelles estimations du recensement. La combinaison du ralentissement de la croissance urbaine et de la croissance accrue des banlieues suggère que la tendance au « retour à la ville » observée au début de la décennie s'est inversée.

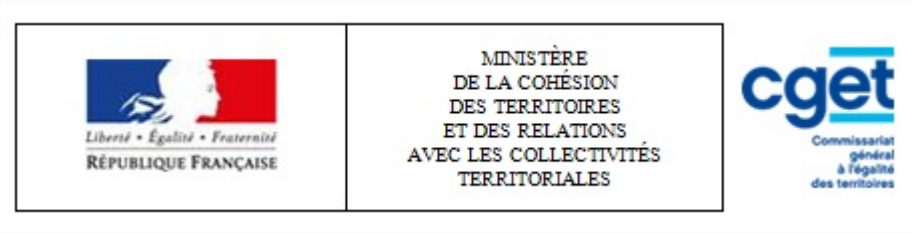
Commissariat général à l'égalité des territoires

Conception : Isabelle Rican & Sylvère Geniaux / Service de veille - Direction des stratégies territoriales.

>> **S'abonner : accès direct à l'encart d'inscription**

>> Nous contacter : veille.cget@cget.gouv.fr

Conformément à la loi "Informatique et libertés" du 6 janvier 1978, vous pouvez accéder aux informations vous concernant, les rectifier ou vous opposer à leur traitement et à leur transmission éventuelle à des tiers en écrivant à : Commissariat général à l'égalité des territoires | Service communication - 20 avenue de Ségur – TSA 10717 – 75334 PARIS CEDEX 07 ou en envoyant un courriel à l'adresse suivante : info@cget.gouv.fr



© 2019 CGET

[Se désinscrire](#)